

Pourquoi la lutte contre des inégalités spécifiques par la discrimination positive ne donnera jamais que des résultats décevants



Si l'on veut lutter contre les inégalités salariales, il faut lutter contre les inégalités salariales. S'attaquer aux origines de ces inégalités ne semble pas avoir un véritable impact sur celles-ci aujourd'hui. En revanche, dans tous les compartiments de la société, les riches sont toujours plus riches...

Avec François
Bourguignon

Atlantico : Les inégalités salariales se sont accrues au sein des pays occidentaux au cours des dernières années, mais il semble que pour lutter contre ce phénomène, on préfère depuis quelques temps combattre les autres inégalités (éducatives, familiales, ethniques ou sexuelles) plutôt que les inégalités salariales directement. Si ces méthodes "indirectes" paraissent utiles, sont-elles réellement efficaces ? En quoi sont-elles insuffisantes ?

François Bourguignon : Le problème est qu'on se rend compte, quand on regarde l'évolution des inégalités ces vingt dernières années, que les inégalités des salaires augmentent à cause des hauts salaires ; pas tellement à cause des bas salaires. Si l'on ramène tout à la médiane, on constate que les bas salaires (10% les plus pauvres) n'ont pas tant changé, voire se sont améliorés. En revanche les 10% les plus riches ont énormément augmenté.

L'inégalité vient donc de cette hausse très forte. Dans de nombreux pays, l'imposition d'un salaire minimum vient même augmenter significativement les bas salaires. En ce sens, diminuer les inégalités en essayant d'améliorer l'éducation, la formation professionnelle des gens qui sont en bas de l'échelle ne peut que faire du bien, mais n'aura pas forcément d'impact sur ces inégalités totales, et sur le fait que les salaires les plus élevés augmentent plus vite relativement que les salaires les plus bas.

Il est vrai qu'il y a des problèmes particuliers notables dans un certain nombre de pays, notamment en France, avec des écarts de réussite scolaire ou de compétence des adultes qui sont plus importants qu'ailleurs. Mais de façon générale, si l'on veut lutter contre les inégalités salariales, il faut tenter limiter la hausse trop importante des hauts revenus, chose que l'on ne sait pas faire, et que l'on peut essayer d'accomplir uniquement avec les impôts. Avant impôts, cet ajustement est plus hasardeux et ardu ; après, portée sur les revenus disponibles, il devient envisageable mais suscite d'autres problèmes...

Kevin Leicht, sociologue américain, considère que la discrimination positive dans les grandes écoles n'a aucun impact réel sur la lutte des inégalités salariales : pour lui, ce n'est pas en permettant à quelques

rare cas exceptionnels d'accéder à une meilleure éducation que l'on améliore l'égalité salariale. Quels sont les ratés, en termes de politiques publiques, concernant la lutte contre les inégalités ?

Kevin Leicht a raison et tort en même temps. Il a raison pour la raison évoquée précédemment, c'est-à-dire que l'augmentation des inégalités salariales a lieu à travers l'augmentation des très hauts salaires. Par exemple les footballeurs ont vu leur rémunération augmentée en quelques années de manière considérable, non pas parce qu'ils sont devenus soudainement capables de nouvelles performances, ni même parce qu'ils avaient la capacité de faire plus pression sur les présidents de clubs. Mais c'est parce que l'audience du football a très fortement augmenté, et que les clubs ont des retours financiers mirobolants au travers des droits télévisuels ou publicitaires et autres produits dérivés, que ces salaires peuvent être augmentés. C'est la même chose pour les rappeurs. Tous ces gens-là ont une augmentation très forte de leurs rémunérations parce que la technologie permet d'atteindre facilement une audience énorme.

Dire que la discrimination positive ne sert à rien cependant n'est pas vrai. Ces mesures réduisent ou réduiront, plus modestement, mais effectivement et profondément, les inégalités. Une partie des inégalités salariales reste malgré tout du par exemple au fait qu'en moyenne les femmes sont moins bien payées que les hommes.

Si ces mesures indirectes s'avèrent insuffisantes, quels sont les réels leviers, les plus efficaces, permettant de lutter contre les inégalités ?

La question est de savoir si on s'intéresse aux inégalités primaires (avant impôt) ou aux inégalités secondaires (après impôt). On se rend compte aujourd'hui qu'on a peu de moyen d'agir sur les secondaires, dans une économie de marché, qui plus est. Raymond Barre avait tenté de limiter la rémunération des cadres quand il était Premier ministre ; il n'y a pas si longtemps, après la crise des subprimes, il y a eu aussi cette volonté de limiter la rémunération des banquiers et traders. Mais dans les deux cas, on s'est vite rendu compte que cela ne fonctionnait pas, car à partir du moment où l'on accepte les règles d'une économie de marché, on se rend compte que les salaires sont des prix comme les autres. Dans certains cas, ils sont parfaitement justifiés (par exemple quand il s'agit des vedettes de cinéma ou des pop-stars) ; dans d'autres cas, on peut en discuter, par exemple en ce qui s'agit des dirigeants d'entreprise. Carlos Tavares, président de Peugeot PSA méritait-il ses cinq millions ? Il est difficile de mesurer la productivité d'un PDG comme on peut mesurer le retour sur investissement de la notoriété d'un chanteur ou d'un acteur célèbre.

Mais il est très difficile d'intervenir à cet endroit pour un gouvernement contemporain. On peut augmenter la fiscalité : elle a déjà été, dans l'Histoire, plus importante qu'elle ne l'est aujourd'hui ! Les systèmes distributifs sont devenus moins progressifs vers le haut ces derniers temps. Le taux d'imposition marginal payé sur l'euro supplémentaire des gens qui sont très haut dans la pyramide des salaires est plus bas qu'avant. On peut imaginer revenir à des taux plus hauts à l'avenir.

Les pouvoirs publics, notamment en France, ne se contentent-ils pas de mesures "politiquement" crédibles dans leur lutte contre les inégalités, à défaut de politiques réellement efficaces ? Comment expliquer un tel décalage ? Quels sont les points de blocage ?

La question qui se pose avec des scandales comme celui des Panama Papers est qu'il est nécessaire d'avoir recours à un minimum de concertation et de contrôle international pour pouvoir appliquer des taux beaucoup plus élevés. Sinon on encourage les déplacements des revenus les plus élevés comme on a pu l'observer avec Bernard Arnaud en Belgique ou Gérard Depardieu. Mais les accords de transparence bancaires passés entre pays développés, entre pays européens et même avec un certain nombre de pays émergents vont sans doute donner plus de pouvoir autonome aux autorités fiscales. Le chemin est encore long. Cependant, on observe que les salaires ne donnent de moins en moins lieu aux paradis fiscaux, mais bien les entreprises. Les enjeux pour les salariés sont donc plus ceux des comptes en Suisse ou au Luxembourg. Cela étant, il n'est pas du tout évident que l'on soit capable de changer les choses. Si l'on regarde les Etats-Unis, et qu'on imagine l'élection de Bernie Sanders – même si on sait qu'il ne pourra pas passer 90% des mesures qu'il présente – il faudrait qu'il augmente l'impôt sur le revenu de manière absolument considérable pour retrouver le niveau d'inégalités connu dans les années 80. Et faire passer le taux marginal d'imposition le plus élevé de quelque chose comme 40% à environ 70% comme cela devrait être nécessaire est loin d'être aisé à réaliser politiquement !